

**Les Monographies du CIHEAM**

**Edition 2008**

# **LIBAN**

**L'agriculture, l'agro-alimentaire, la pêche  
et le développement rural**

**Salem Darwish**

*Faculté d'agronomie, Université libanaise, Beyrouth*

Cette monographie sur le Liban a été réalisée pour le CIHEAM, dans une double optique :

- ❖ Premièrement, la réalisation d'un numéro spécial de la revue Options Méditerranéennes (Série B, n°61), paru en mai 2008 et dont la coordination a été assurée par le Pr. Mahmoud Allaya (CIHEAM-IAM Montpellier).
- ❖ Deuxièmement, l'actualisation des analyses par pays membre du CIHEAM afin de mettre à disposition ces monographies sur le site Internet du CIHEAM et son Observatoire des agricultures méditerranéennes.

**[www.ciheam.org](http://www.ciheam.org)**

\*\*\*

Les opinions, les données et les faits exposés dans cette monographie sont sous la responsabilité des auteurs et n'engagent ni le CIHEAM, ni ses pays membres.

# L'agriculture, l'agroalimentaire, la pêche et le développement rural au Liban

**Salem Darwich**

Faculté d'Agronomie, Université Libanaise, Beyrouth (Liban)

---

Malgré une régression relative depuis une trentaine d'années, l'agriculture libanaise représente encore un secteur significatif pour l'économie du pays. Cependant, compte tenu de ses rendements minimes et des risques climatiques, l'agriculture libanaise est délaissée, les pouvoirs publics préférant s'occuper en priorité du développement du secteur des services, plus dynamique et rentable. Ainsi, le secteur agricole s'est développé grâce aux seules initiatives privées (recherche de financement, de matériel, écoulement de la production, etc.), l'investissement des pouvoirs publics étant quasi nul. La faiblesse du budget du Ministère de l'Agriculture (moins de 1 % du budget général) limite sévèrement les actions de développement même si les moyens financiers ne constituent pas l'unique raison de l'inertie administrative ambiante. Elle reste cependant loin de satisfaire les besoins du pays, puisque la facture alimentaire s'élève à 19% des importations du pays, dont la balance commerciale est considérablement déficitaire (avec 20% du déficit redevable au commerce des produits agricoles et agroalimentaires), alors que les pays du Golfe restent la première destination de ces exportations. Cependant, avec l'aide des organisations internationales, plusieurs projets de politique agricole et de développement rural ont été mis en place ; à l'heure actuelle, il ne manque que leur application.

## **Mots-clés :**

Agriculture, consommation alimentaire, politiques de développement agricole et rural.

## **I – L'agriculture dans l'économie du pays<sup>1</sup>**

Le secteur agricole est à l'origine de 13 % du produit intérieur brut (PIB) du Liban, et emploie 13 % de la population active du pays. Environ 70 % de la demande libanaise de produits alimentaires sont couverts par des importations ; la quantité et la diversité des produits alimentaires importés sont impressionnantes lorsque l'on tient compte de la taille de l'économie libanaise. Le secteur agricole libanais pourrait devenir l'un des plus productifs de la région, mais il est sous-développé et mal géré. Seulement 55 % des terres arables sont exploitées, souvent de façon inefficace et préjudiciable.

La valeur ajoutée dans le secteur agricole a connu une nette progression en 2004. Quant aux autres secteurs de production de biens tels que l'industrie et le bâtiment, ils ont poursuivi leur essor amorcé en 2003 grâce au développement des investissements et la forte hausse de la demande extérieure. On notera aussi la très forte progression du secteur des transports et communications due au

---

<sup>1</sup> Afin de mener bien ce rapport, nous avons eu recours aux statistiques provenant du Ministère de l'Agriculture Libanaise pour les années 2003 jusqu'à 2007, la FAO, le Ministère des Finances, le Ministère de l'Economie, La banque du Liban, Le Conseil Supérieur des Douanes, Présidence du Conseil des Ministres- Mission des comptes économiques, l'Agence pour le Développement des Investissement au Liban (IDAL).

développement spectaculaire des télécommunications. La répartition du PIB sur les différents secteurs d'activité économique et son évolution en 2004 par rapport à 2003 sont données dans le tableau 1.

**Tableau 1. Valeur ajoutée par secteur 2003-2004**

| Secteur                     | Valeurs en milliards de livres libanaises |              |                      | Variation en %/an  |                       |
|-----------------------------|-------------------------------------------|--------------|----------------------|--------------------|-----------------------|
|                             | 2003                                      | 2004         | 2004 au prix de 2003 | Variation des prix | Variation des volumes |
| Agriculture et élevage      | 1639                                      | 1697         | 1730                 | -1,9               | 5,6                   |
| Energie et eaux             | 187                                       | 93           | 193                  | -56,9              | 3,2                   |
| Industries                  | 3513                                      | 3782         | 3781                 | 0                  | 7,6                   |
| Construction                | 2202                                      | 2407         | 2417                 | -0,4               | 9,8                   |
| Transports et communication | 2098                                      | 2384         | 2489                 | -4,2               | 18,7                  |
| Services marchands          | 9981                                      | 10629        | 10536                | 0,9                | 5,6                   |
| Commerce                    | 6693                                      | 7763         | 7315                 | 6,1                | 9,3                   |
| Administration              | 3538                                      | 3611         | 3611                 | 0                  | 2,1                   |
| <b>Total PIB</b>            | <b>29851</b>                              | <b>32357</b> | <b>32072</b>         | <b>0,9</b>         | <b>7,4</b>            |

Source : Présidence du conseil des Ministres, les comptes économiques du Liban 2004.

Le développement économique n'a pas été uniforme dans tous les secteurs. Ainsi, la part de l'agriculture dans le PIB a continué à reculer passant de 5,8% en 2002 à 5,5% en 2003 et à 5,2% en 2004, alors que celle des services a dépassé les trois quarts.

La croissance ou la régression de la valeur ajoutée dans un secteur dépend non seulement du développement de l'activité réelle dans ce secteur mais aussi de la variation des prix à la production et des prix des intrants. Il est remarquable de constater que malgré la croissance réelle du secteur de l'énergie, sa valeur ajoutée a diminué suite à la très forte hausse des prix des produits pétroliers servant à la production d'électricité, hausse non accompagnée par une hausse équivalente des prix de vente de l'énergie électrique.

Le secteur agricole souffre d'un manque de financement ; en 2005, seulement 0,33 % du budget national lui était alloué. Le financement privé est lui aussi limité, les prêts bancaires aux entreprises agricoles ne représentant que 2 % du crédit bancaire. Le gouvernement a tenté de régler ce problème de sous-financement en étendant la portée d'un programme de subvention des taux d'intérêt en vue de réduire le coût d'emprunt des petites et moyennes entreprises, principalement dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et du tourisme. Le gouvernement libanais a également mis sur pied le programme de subvention Export Plus, qui vise à aider les agriculteurs à exporter leurs produits (légumes, fruits, fleurs et œufs).

Le secteur de la transformation et de conditionnement des produits agroalimentaires (principalement des fruits et des légumes) est considéré comme une composante importante des industries agricoles et agroalimentaires, mais il est en crise et requiert un effort de reconstruction considérable. Les réseaux de distribution souffrent de l'absence de contrôle de la qualité par le gouvernement, de l'insuffisance de la réglementation sur la commercialisation, et de la concurrence des produits moins chers provenant des pays limitrophes et voisins.

Le Liban s'est engagé à réduire ses droits de douane pour faciliter la conclusion d'accords commerciaux locaux, régionaux et internationaux. En juin 2002, le Liban et l'Union Européenne ont conclu une entente de partenariat euro-méditerranéen. Cette entente accorde aux produits libanais l'accès immédiat aux marchés européens et donne au Liban une période de cinq ans pour éliminer ses droits de douane. En

2001, le Liban a adopté une mesure visant à réduire les droits de douane s'appliquant aux produits importés pour donner un élan à son économie et se conformer aux conditions de son accession à l'Organisation mondiale du commerce.

Le Liban a aboli les droits de douane s'appliquant aux matières premières non disponibles dans le pays et aux produits semi-finis fabriqués à l'étranger. Les droits varient entre 50 et 70 % pour les articles de luxe, et sont d'au plus 5 % pour les articles jugés nécessaires. Parmi les produits alimentaires pour lesquels il faut une licence d'importation, notons les pommes, les olives, les agrumes, les poires, les amandes, les pommes de terre de semence et les engrais agricoles.

## II – Evolution du secteur agricole

Le tableau ci-après donne l'évolution de la production agricole, des consommations intermédiaires et de la valeur ajoutée brute (VAB) du secteur agricole en 2003 et 2004, ainsi que les variations de prix et de volume pour l'année 2004. On peut observer que la VAB a augmenté de 5,6% en volume et que la variation des prix a été négative (-1,9%) ; l'effet cumulé de ces deux variations se traduit par une augmentation de la VAB de 3,5% à prix courants en 2004. Les consommations intermédiaires ont par contre augmenté de 6,3% en volume et leurs prix ont augmenté de 8,2% se traduisant par une hausse de 15% à prix courants en 2004.

**Tableau 2. La production agricole 2003-2004**

| Branche de production                 | Valeurs en milliards de livres libanaises |             |                      | Variation en % en 2004 |                       |
|---------------------------------------|-------------------------------------------|-------------|----------------------|------------------------|-----------------------|
|                                       | 2003                                      | 2004        | 2004 au prix de 2003 | Variation des prix     | Variation des volumes |
| Céréales                              | 62                                        | 78          | 67                   | 16,2                   | 8,9                   |
| Fruits                                | 781                                       | 821         | 856                  | -4,1                   | 9,7                   |
| Cultures industrielles                | 101                                       | 117         | 111                  | 5,3                    | 10,1                  |
| Légumes et autres plantes             | 570                                       | 596         | 589                  | 1,3                    | 3,3                   |
| <b>Produits de l'agriculture</b>      | <b>1513</b>                               | <b>1612</b> | <b>1623</b>          | <b>-0,7</b>            | <b>7,3</b>            |
| Animaux vivants                       | 266                                       | 290         | 282                  | 2,9                    | 5,9                   |
| Produits d'origine animale            | 214                                       | 214         | 209                  | 2,3                    | -2,0                  |
| Produits de la pêche                  | 58                                        | 54          | 54                   | 0,2                    | -8,0                  |
| <b>Produits de l'élevage et pêche</b> | <b>538</b>                                | <b>558</b>  | <b>545</b>           | <b>2,4</b>             | <b>1,2</b>            |
| <b>Total Général</b>                  | <b>2050</b>                               | <b>2170</b> | <b>2168</b>          | <b>0,1</b>             | <b>5,7</b>            |
| -Consommation intermédiaire           | 411                                       | 473         | 437                  | 8,2                    | 6,3                   |
| <b>Valeur Ajoutée brute</b>           | <b>1639</b>                               | <b>1697</b> | <b>1730</b>          | <b>-1,9</b>            | <b>5,6</b>            |

Source : Présidence du conseil des Ministres, les comptes économiques du Liban 2004.

### 1. Les productions végétales

Selon le Ministère de l'Agriculture, la superficie consacrée aux productions végétales en 2005 était de 273 000 ha (incluant les différentes saisons cultivées sur la même parcelle). La valeur totale de la production agricole est estimée à 1 992 milliards de livres libanaises enregistrant une diminution de 5% par rapport à 2004. Les productions végétales représentent 72% du total de la production agricole, soit

1.441 milliards de livres libanaises tandis que les productions animales représentent 28%, soit 551 milliards de livres libanaises.

**Tableau 3. Evolution des productions végétales entre 2003 et 2005 (milliards de L.L.)**

| Type de production | 2003        |            | 2004        |            | 2005        |            |
|--------------------|-------------|------------|-------------|------------|-------------|------------|
|                    | Valeur      | %          | Valeur      | %          | Valeur      | %          |
| Végétale           | 1366        | 72         | 1544        | 73         | 1441        | 72         |
| Animale            | 534         | 28         | 557         | 27         | 551         | 28         |
| <b>Total</b>       | <b>1900</b> | <b>100</b> | <b>2101</b> | <b>100</b> | <b>1992</b> | <b>100</b> |

Source : Ministère de l'Agriculture, 2007.

Les arbres fruitiers occupent la première place selon les superficies cultivées (82 500 ha) suivis par les céréales (65 200 ha), les olives avec 58 800 ha, les cultures maraîchères et les légumineuses avec 49 200 ha et enfin les cultures industrielles avec 10 800 ha.

Les statistiques montrent que la Béqaa tient la première place en ce qui concerne les surfaces cultivées (38%) suivie par le Nord du Liban (17%), et également pour le Mont-Liban et le Sud du Liban avec 12% pour chacune des mohafazats et en fin Nabatiyeh avec 11% (voir tableau ci-dessous).

**Tableau 4. Répartition des surfaces cultivées en 2005 selon les Mohafazats**

| Cultures               | Mont-Liban   |           | Liban Nord   |           | Beqaa         |           | Liban Sud    |           | Nabatiyeh    |           | Total         |
|------------------------|--------------|-----------|--------------|-----------|---------------|-----------|--------------|-----------|--------------|-----------|---------------|
|                        | Surface      | %         | Surface      | %         | Surface       | %         | Surface      | %         | Surface      | %         |               |
| Céréales               | 0            | 0         | 13034        | 20        | 38540         | 59        | 3910         | 6         | 9775         | 15        | 65169         |
| Légumineuses           | 429          | 6         | 1573         | 22        | 4146          | 58        | 214          | 3         | 786          | 11        | 7148          |
| Cultures maraîchères   | 2946         | 7         | 13044        | 31        | 23564         | 56        | 1683         | 4         | 842          | 2         | 42078         |
| Cultures industrielles | 0            | 0         | 2057         | 19        | 2707          | 25        | 2057         | 19        | 4006         | 37        | 10827         |
| Arbres fruitiers       | 12905        | 17        | 18978        | 25        | 27328         | 36        | 14423        | 19        | 2278         | 3         | 75912         |
| Olives                 | 10000        | 17        | 23530        | 40        | 2941          | 5         | 10588        | 18        | 11765        | 20        | 58824         |
| Autres arbres          | 5008         | 76        | 395          | 6         | 659           | 10        | 528          | 8         | 0            | 0         | 6592          |
| Autres cultures        | 193          | 3         | 514          | 8         | 5015          | 78        | 193          | 3         | 515          | 8         | 6450          |
| <b>Total</b>           | <b>31481</b> | <b>12</b> | <b>73125</b> | <b>27</b> | <b>104810</b> | <b>38</b> | <b>33596</b> | <b>12</b> | <b>29967</b> | <b>11</b> | <b>273000</b> |

Source : Ministère de l'Agriculture, 2007.

En ce qui concerne les surfaces irriguées, la Beqaa vient en première place avec 67%, suivi du Mont-Liban 47%, puis du Sud et du Nord du Liban avec 45% et enfin Nabatiyeh avec seulement 5% des surfaces irriguées (voir tableau ci-dessous).

**Tableau 5. Pourcentage des surfaces cultivées et irriguées en 2005 par Mohafazats (hectares)**

| Mohafaza           | Surface cultivée (ha) | % surfaces cultivées | % des terres irriguées |
|--------------------|-----------------------|----------------------|------------------------|
| Mont-Liban         | 31482                 | 12                   | 47                     |
| Liban Nord         | 73125                 | 27                   | 45                     |
| Beqaa              | 104810                | 38                   | 67                     |
| Liban Sud          | 33596                 | 12                   | 45                     |
| Nabatiyeh          | 29987                 | 11                   | 5                      |
| <b>Total Liban</b> | <b>273000</b>         | <b>100</b>           | <b>49</b>              |

Source : Ministère de l'Agriculture, 2007.

## 2. Les productions animales

En 2005, la production animale a représenté 28% du total des productions agricoles, enregistrant en 2005 une légère diminution (-2%) par rapport à 2004 passant de 557 milliards de livres libanaises en 2005 à 551 milliards en 2004 (voir tableau ci-dessous).

**Tableau 6. Evolution de la valeur de la production animale au cours des années 2003, 2004, et 2005**

| Produits     | 2003                       |            | 2004                       |            | 2005                       |            |
|--------------|----------------------------|------------|----------------------------|------------|----------------------------|------------|
|              | Valeur<br>(milliards L.L.) | %          | Valeur<br>(milliards L.L.) | %          | Valeur<br>(milliards L.L.) | %          |
| Lait         | 137.7                      | 26         | 130.3                      | 23         | 138.6                      | 25         |
| Viande rouge | 77.4                       | 15         | 85.0                       | 15         | 87.6                       | 16         |
| Poulet       | 188.6                      | 35         | 204.9                      | 37         | 185.5                      | 34         |
| Oeufs        | 55.8                       | 10         | 61.9                       | 11         | 56.9                       | 10         |
| Miel         | 20.0                       | 4          | 21.9                       | 4          | 25.0                       | 5          |
| Poissons     | 54.6                       | 10         | 53.4                       | 10         | 57.2                       | 10         |
| <b>Total</b> | <b>534.1</b>               | <b>100</b> | <b>557.4</b>               | <b>100</b> | <b>550.8</b>               | <b>100</b> |

Source : Ministère de l'Agriculture, 2007.

Cependant la production animale au Liban rencontre des difficultés majeures au niveau de la production et de la commercialisation. Les quantités produites ne satisfont qu'une faible part des besoins de la consommation, sauf pour le poulet et les œufs où il y a autosuffisance. Le faible volume de production animale est dû au coût élevé de production, à la rareté des pâturages et à la concurrence des produits importés d'Amérique du sud et particulièrement du Brésil (pour la viande rouge notamment). Il y a quelques années, avant la hausse de la valeur de l'euro par rapport au dollar américain, les importations provenaient des pays de l'Union Européenne.

## 3. Les consommations intermédiaires de l'agriculture

Contrairement à la production qui fait l'objet de statistiques régulières de la part du Ministère de l'agriculture, la consommation intermédiaire dans ce secteur n'est pas saisie par enquête directe auprès des agriculteurs et des fermiers ; elle a été estimée de façon indirecte par l'examen de la production et de

l'importation de produits destinés à l'agriculture et à l'élevage : semences et plants, eau d'irrigation, engrais, pesticides, aliments pour le bétail, etc.

L'augmentation du volume des produits intermédiaires utilisés dans l'agriculture en 2004 par rapport à 2003 (+6,3%), est due essentiellement à l'augmentation des quantités d'engrais et de pesticides importés : respectivement +24,3% et +21,1%. L'importation des autres intrants de l'agriculture a par contre stagné ou baissé : semences et plants -9%, céréales et autres produits pour l'alimentation animale -1,7%.

La hausse des prix de ces produits (+8,2%) est aussi le résultat de la hausse des prix à l'importation qui a atteint +13,5% dans l'ensemble : engrais +13%, pesticides +0,4%, semences et plants +15,7%, aliments pour animaux +15,9%.

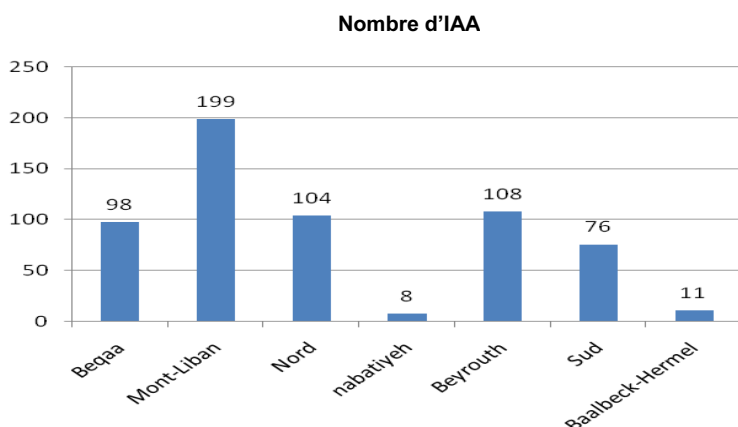
### III – Les industries alimentaires

Il faut signaler que le dernier recensement industriel date de 1998. D'après ce recensement, le Liban comptait en 1998, 22 000 industries. Le secteur des industries agroalimentaires constituait un cinquième du secteur industriel libanais et employait 23% de la main d'œuvre totale. Ce secteur regroupe les industries de l'alcool, la transformation des fruits et légumes, des céréales, des olives et de l'huile d'olives.

En 2002, quelques 204 industries agroalimentaires ont été enregistrées au Ministère de l'Industrie, soit un quart du total des industries enregistrées, employant 1 901 salariés sur un total de 6 721 et investissant l'équivalent de 37% du total du capital injecté dans le secteur industriel.

Selon le Centre Euro-Libanais pour la modernisation agricole, le nombre des industries agroalimentaires serait de 604 en 2007. La moitié des entreprises agroalimentaires est localisé au Mont-Liban et à Beyrouth.

**Figure 1. Répartition des IAA en 2007 selon les régions libanaises**



Source : ELCIM (Euro-Lebanese Center for Industrial Modernisation) 2007.

## IV – Les consommations alimentaires

La part de la consommation alimentaire dans la consommation privée intérieure est tombée de 27,9% en 1997 à 24,4% en 2004. Ce recul est dû essentiellement à la baisse des prix des produits alimentaires qui ont régressé en moyenne de 2,2% par an durant la période 1997-2002. En 2003 la hausse des prix de détail des produits alimentaires a été plus modérée que celle de l'ensemble des prix à la consommation (+2%). En 2004 par contre, les prix des produits alimentaires ont augmenté plus que l'ensemble des autres prix à la consommation alors que les quantités consommées n'ont augmenté que de 0,9%.

**Tableau 7. Consommation des ménages par nature 2003-2004**

| Nature du produit              | Valeurs en milliards de livres libanaises |              |                      | Variation en %/an  |                       |
|--------------------------------|-------------------------------------------|--------------|----------------------|--------------------|-----------------------|
|                                | 2003                                      | 2004         | 2004 au prix de 2003 | Variation des prix | Variation des volumes |
| Produits alimentaires          | 6400                                      | 6689         | 6465                 | 3,5                | 0,9                   |
| Tabac                          | 628                                       | 614          | 625                  | -1,8               | -0,4                  |
| Textiles et habillement        | 1739                                      | 1950         | 1921                 | 1,5                | 10,5                  |
| Energie et eaux                | 1905                                      | 2054         | 1898                 | 8,2                | -0,3                  |
| Biens durables                 | 2414                                      | 3043         | 2819                 | 8,0                | 16,8                  |
| Autres produits manufacturés   | 1883                                      | 2178         | 2090                 | 4,2                | 11,0                  |
| Transport et communication     | 1938                                      | 2191         | 2187                 | 0,2                | 12,8                  |
| Loyer du logement              | 2252                                      | 2299         | 2298                 | 0,1                | 2,0                   |
| Education et santé             | 4540                                      | 4924         | 4816                 | 2,3                | 6,1                   |
| Autres services                | 2491                                      | 2796         | 2763                 | 1,2                | 10,9                  |
| <b>Consommation intérieure</b> | <b>26190</b>                              | <b>28738</b> | <b>27881</b>         | <b>3,1</b>         | <b>6,5</b>            |
| -Dépense nette des voyageurs   | -782                                      | -1078        | -1054                | 2,3                | 34,7                  |
| Total                          | 25407                                     | 27660        | 26826                | 3,1                | 5,6                   |

Source : Présidence du conseil des Ministres, les comptes économiques du Liban 2004.

Le taux de croissance de la consommation privée intérieure (des ménages et des touristes sur le territoire) s'est accéléré en 2004 atteignant 6,5% en volume et 3,1% en prix. En 2003, cette croissance avait été de 3,4% en volume et 3,5% en prix, alors que la période quinquennale précédente de 1997 à 2002 était caractérisée par une relative stabilité des prix et une croissance moyenne de 2% par an.

Le tableau ci-après donne l'évolution de la consommation alimentaire par produit en 2003 et 2004, ainsi que les variations des prix et des volumes. La consommation de produits de l'élevage a augmenté de +1,6% en recul par rapport au rythme de croissance des années précédentes (+4,3% en volume en 2003), recul lié à une hausse des prix supérieure à la moyenne (+5%). La consommation des produits des industries alimentaires est tirée vers le bas par la baisse sensible de consommation de viande fraîche (-3,4%) et de boissons (-2,9%), suite à la hausse importante des prix de ces produits (respectivement +7,6% et + 13%).

**Tableau 8. Valeur de la consommation alimentaire des ménages par produit, 2003-2004**

| Nature du produit                    | Valeurs en milliards de livres libanaises |             |                      | Variation en %/an  |                       |
|--------------------------------------|-------------------------------------------|-------------|----------------------|--------------------|-----------------------|
|                                      | 2003                                      | 2004        | 2004 au prix de 2003 | Variation des prix | Variation des volumes |
| Produits agricoles                   | 1577                                      | 1588        | 1615                 | -1,7               | 2,4                   |
| Fruits                               | 732                                       | 735         | 756                  | -2,7               | 3,3                   |
| Légumes                              | 760                                       | 760         | 770                  | -1,3               | 1,4                   |
| Céréales et autres                   | 85                                        | 93          | 89                   | 3,9                | 4,6                   |
| Produits de l'élevage                | 516                                       | 550         | 524                  | 5,0                | 1,6                   |
| Produits des industries alimentaires | 4309                                      | 4551        | 4326                 | 5,2                | 0,3                   |
| Viandes fraîches                     | 1058                                      | 1104        | 1026                 | 7,6                | -3,4                  |
| Pâtes alimentaires                   | 869                                       | 900         | 891                  | 1,0                | 2,5                   |
| Produits laitiers                    | 693                                       | 705         | 689                  | 2,4                | -0,6                  |
| Corps gras                           | 358                                       | 396         | 377                  | 4,9                | 5,4                   |
| Sucre, chocolat et confiserie        | 189                                       | 201         | 197                  | 2,1                | 4,7                   |
| conserves et autres                  | 654                                       | 708         | 671                  | 5,4                | 2,7                   |
| Boissons                             | 490                                       | 538         | 476                  | 13,0               | -2,9                  |
| <b>Total</b>                         | <b>6401</b>                               | <b>6689</b> | <b>6465</b>          | <b>3,5</b>         | <b>0,9</b>            |

Source : Présidence du conseil des Ministres, les comptes économiques du Liban 2004.

## V – Les échanges extérieurs et taux d'auto-provisionnement

Selon les statistiques du Conseil supérieur des douanes, les importations totales en 2005 étaient de 14.078 milliards de livres libanaises dont 2 144 milliards d'importations agricoles, soit 15% par rapport aux importations totales. Les exportations agricoles (435 milliards L.L.) ont représenté 15,5% des exportations totales (2821 milliards L.L.).

Comparées à 2004, les exportations totales ont augmenté de 8% en 2005, tandis que les exportations agricoles ont augmenté 15% en 2005 par rapport à 2004. Au contraire, les importations en 2005 ont diminué mais très légèrement par rapport à 2004 (voir tableau ci-dessous).

**Tableau 9. Evolution des productions agricoles et agroalimentaires dans le commerce extérieur**

| Année | Importations en milliards de L.L. |           |           | Exportations en milliards de L.L. |           |           | Export /Import |     |
|-------|-----------------------------------|-----------|-----------|-----------------------------------|-----------|-----------|----------------|-----|
|       | Totales                           | Agricoles | Agr./tot. | Totales                           | Agricoles | Agr./tot. | 3/1            | 4/2 |
|       | (1)                               | (2)       | (%)       | (3)                               | (4)       | (%)       | (%)            | (%) |
| 2003  | 10827                             | 2027      | 19        | 2294                              | 360       | 16        | 21             | 18  |
| 2004  | 14161                             | 2249      | 16        | 2611                              | 379       | 15        | 18             | 17  |
| 2005  | 14078                             | 2144      | 15        | 2821                              | 435       | 15        | 20             | 20  |

Source : Ministère de l'Agriculture, 2007.

Le tableau ci-dessus montre les changements de la structure du commerce extérieur. Nous remarquons que le ratio des exportations totales aux importations totales a diminué en 2004 par rapport à 2003 et a repris sa valeur de 2003 en 2005.

**Tableau 10. Commerce extérieur des produits agricoles au cours des années 2003, 2004, et 2005**

| Produits                                               | Importations<br>en milliards de L.L. |              |              | Exportations<br>en milliards de L.L. |             |             |
|--------------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------------------------------|-------------|-------------|
|                                                        | 2003                                 | 2004         | 2005         | 2003                                 | 2004        | 2005        |
| Productions de plantes                                 | 595                                  | 680          | 595          | 153                                  | 157         | 159         |
| Productions animales                                   | 626                                  | 678          | 641          | 10                                   | 8           | 10          |
| <b>Total productions agricoles</b>                     | <b>1221</b>                          | <b>1358</b>  | <b>1236</b>  | <b>163</b>                           | <b>165</b>  | <b>169</b>  |
| Produits agroalimentaires                              | 806                                  | 891          | 908          | 197                                  | 214         | 266         |
| <b>Total productions agricoles et agroalimentaires</b> | <b>2027</b>                          | <b>2249</b>  | <b>2144</b>  | <b>360</b>                           | <b>379</b>  | <b>435</b>  |
| <b>Total</b>                                           | <b>10827</b>                         | <b>14161</b> | <b>14078</b> | <b>2294</b>                          | <b>2611</b> | <b>2821</b> |

Source : Ministère de l'Agriculture, 2007.

Plus de la moitié des importations en 2005 provient des pays de l'Union Européenne (54,5%) ; les pays arabes représentent 14,2%. La destination principale des trois quart des exportations libanaises reste les pays arabes (77%) suivis par les pays européens (19%).

## VI - Le secteur de la pêche

Le Liban compte 220 kilomètres de côtes, 31 ports et 6 500 pêcheurs professionnels (Ministère de l'Agriculture Libanaise, 2005). Les pêcheurs sont regroupés dans 25 coopératives et constituent 4 syndicats repartis sur les différents mohafazats du Liban.

### 1. Infrastructures et équipements

La flotte est constituée de 2000 bateaux, dont 71 seulement ayant une longueur supérieure à 10 mètres. Seulement 1961 bateaux travaillent à plein temps, l'activité des autres bateaux dépend des saisons et du temps.

### 2. La production : tonnage et capture

La pêche maritime représente 8000 tonnes de poissons capturés en 2005, réparties selon les 4 saisons de la façon suivante :

- 30% des poissons sont capturés au printemps,
- 42% des poissons sont capturés en été,
- 20% des poissons sont capturés en automne,
- 8% des poissons sont capturés en hiver.

Les quantités capturées sont en augmentation grâce aux nouvelles techniques utilisées dans la pêche.

### 3. La consommation des produits de la pêche

La consommation des poissons a diminué ces dernières années. Elle a atteint 34 000 tonnes en 2005 (poissons surgelés, réfrigérés, frais et en conserve inclus) enregistrant une diminution de 6% par rapport à 2004.

En 2005, la consommation des poissons par personne est estimée à 7,7 kg. La production locale (pêche maritime et pisciculture comprises) couvre 25% de la demande.

### 4. Les échanges des produits de la pêche

Tableau 11. Importations de poissons en quantité et en valeur

| Catégories                             | 2003                 |                            | 2004                 |                            | 2005                 |                            |
|----------------------------------------|----------------------|----------------------------|----------------------|----------------------------|----------------------|----------------------------|
|                                        | Quantité<br>(1000 T) | Valeur<br>(milliards L.L.) | Quantité<br>(1000 T) | Valeur<br>(milliards L.L.) | Quantité<br>(1000 T) | Valeur<br>(milliards L.L.) |
| Poissons frais, surgelés et réfrigérés | 12.20                | 46.3                       | 14.92                | 53.6                       | 14.07                | 57.5                       |
| Poissons en conserve                   | 5.02                 | 20.2                       | 6.35                 | 26.6                       | 5.71                 | 25.3                       |
| <b>Total</b>                           | <b>17.22</b>         | <b>66.5</b>                | <b>21.27</b>         | <b>80.2</b>                | <b>19.78</b>         | <b>82.8</b>                |

Source : Ministère de l'Agriculture, 2007.

## VII - Les politiques agricoles

### 1. Evolution des politiques agricoles et alimentaires

L'agriculture libanaise apparaît aujourd'hui comme le parent pauvre de l'économie. La politique économique a souvent considéré que seul le secteur des services pouvait constituer une voie pour le développement du pays, malgré le poids social que pouvait représenter l'agriculture. Actuellement, le Liban compte environ 30% de sa population vivant en milieu rural pour environ 13% du Produit Intérieur Brut. Par contre, les ressources consacrées à l'agriculture représentent moins de 1% du budget national et se trouvent en diminution constante.

L'agriculture libanaise fut avant la guerre le fleuron de l'économie et de l'image nationale. Avant 1986, les exportations de fruits, légumes et produits de l'aviculture étaient très développées principalement vers les pays voisins. Le développement des agricultures des pays environnants et le délaissement de l'agriculture dans la politique d'après guerre ont progressivement entraîné une baisse de compétitivité de l'agriculture libanaise.

Le secteur agroalimentaire présente aujourd'hui un déséquilibre important de la balance des paiements. En 2001, les échanges entre le Liban et les pays tiers, faisaient apparaître un grave déficit de la balance commerciale, puisque les importations représentaient 1 268 millions de \$ contre 164 millions de \$ d'exportations. Sur les dix dernières années, alors que les exportations restaient stables en valeur, les importations de produits agricoles et agroalimentaires se sont accrues de plus de 500 millions de \$.

Il faut également noter que le Liban connaît une croissance relativement importante de sa population. Les évaluations les plus pessimistes estiment à 1,36% par an cet accroissement, ce qui permet de prévoir une augmentation globale de 50% du nombre d'habitants dans les 30 prochaines années. D'ici là, le pays devra être en mesure de nourrir plus de 5 500 000 personnes sur son territoire.

Par ailleurs, les perspectives de la mondialisation ont fait entrer le Liban dans une ère de libération des échanges, qui se concrétise principalement par la signature de nombreux accords conduisant à l'abolition progressive des barrières douanières ; libéralisation des échanges avec 14 pays arabes, dès 2008 et avec l'Union Européenne dès 2014. Le Liban doit donc déterminer clairement sa propre stratégie par rapport :

- à sa volonté de rétablir l'équilibre de la balance des échanges agroalimentaires,
- à ses ambitions d'exportation,
- à son aptitude à nourrir la population libanaise,
- au risque de dépendance nutritionnelle du pays,
- au maintien et à la création d'emplois directs et indirects en milieu rural et agricole.

Dans ce contexte doit se dessiner une véritable politique favorisant la compétitivité de l'agriculture, l'accroissement des quantités produites et l'amélioration de la qualité des productions. L'efficacité de la trame organisationnelle et la pertinence de l'environnement professionnel de l'exploitation agricole sont des éléments très importants de cette politique. La performance du secteur passe par le développement harmonieux et la distribution équitable de la richesse produite entre tous les acteurs de la filière agricole.

## **2. Politiques de structures**

Le Schéma directeur de planification met en lumière cinq axes prioritaires sous tendus par des projets de haute priorité qui ont tous des impacts importants sur le développement agricole du pays. L'ensemble de cinq programmes prioritaires mis en cohérence touche aux thèmes majeurs suivants :

1. Consensus national sur une loi d'orientation agricole
2. Réforme législative et institutionnelle
3. Ajustement des instruments de financement de l'agriculture
4. Mise en place des Services d'appui à la profession
5. Renforcement du secteur privé pour l'organisation économique du secteur agricole

Les objectifs attendus des programmes prioritaires sont résumés ci-après.

### **A. Loi d'orientation agricole**

La mise en œuvre du programme s'inscrit dans un processus interactif basé sur un principe d'adoption, à chaque niveau de décision, jusqu'au consensus national. La proclamation d'une loi d'orientation agricole concrétisera l'adoption des recommandations politiques et des stratégies prioritaires à mettre en œuvre pour y parvenir. Les différentes étapes qui jalonnent le processus pour atteindre cet objectif sont décrites ci-après.

Après l'approbation des recommandations et du schéma directeur, le gouvernement met en œuvre la plateforme de réformes proposées pour restructurer les services et directions du Ministère de l'agriculture. Il poursuit et complète la mise à jour des programmes prioritaires en y intégrant les recommandations des filières, organisations professionnelles et coopératives. Il procède à l'assemblage en un seul document et assure sa conversion en proposition de loi apte à être présenté au Conseil des Ministres.

Le gouvernement, après amendement et approbation soumet le projet de loi d'orientation agricole au Parlement. La Commission parlementaire présente le projet en session et après débat et amendement à la Chambre, le soumet au vote de l'Assemblée Nationale qui l'adopte sous forme de Loi d'orientation agricole.

## **B. La réforme des institutions et de la législation**

Pour satisfaire aux propositions du schéma directeur de politique agricole et assurer les fonctions régaliennes de l'Etat qui sont celles de réguler, contrôler mais aussi inciter, éduquer et accompagner sa mise en oeuvre, les grandes fonctions du département seront rationalisées et les ressources humaines redéployées et formées.

La régulation des opérations économiques, la surveillance et le contrôle traiteront de tous les aspects légaux et réglementaires du cadre d'exercice de la politique agricole et du respect des règles et normes, par secteur de production (végétale, animale, aquaculture, pêche et chasse).

La planification et programmation ainsi que le suivi et évaluation seront assurées de façon continue, à travers les activités liées à la documentation et information, aux données statistiques, aux études et analyses conduisant à un pilotage soutenu de l'application des orientations de la politique agricole.

Les fonctions de régulation des opérateurs du secteur agricole et de leur encadrement seront réunies autour d'une même structure et constitueront l'interface du dialogue entre l'administration et les producteurs agricoles. Cette structure sera le moteur du développement indispensable des Organisations Professionnelles Agricoles, et le garant de leurs performances.

L'information, la communication et vulgarisation ainsi que la coordination des fonctions de recherche, enseignement et formation avec les institutions chargées de les mettre en oeuvre constitueront le pôle d'activités qui assurera la maîtrise et la diffusion des mesures et des technologies répondant aux orientations de la politique agricole.

Pour garantir l'unité et la cohérence entre ces quatre pôles interdépendants, une coordination serait assurée par une autorité commune autour de laquelle les responsables des pôles proposeraient et appliqueraient les mesures pratiques de réalisation de la politique agricole.

A cette autorité, seraient rattachés des services de gestion des ressources humaines et du matériel, (bureaux, aménagements, systèmes de télécommunication et d'information), la gestion du budget (conception, négociation, exécution) et des contentieux et de la médiation, ainsi que la communication et les relations avec les autres institutions d'Etat (ministères, conseil des ministres, parlement, etc.). Ces services attachés à l'autorité de coordination déchargeraient les pôles d'activités techniques et opérationnels des affaires administratives courantes.

Au niveau régional, la production de plants et la distribution de facteurs de production seront confiées à la sphère privée (Organisations Professionnelles Agricoles, opérateurs économiques). La gestion des Centres de formation professionnelle sera assurée par les Organismes paritaires des Organisations professionnelles agricoles (Chambre de Commerce, d'Industrie et de l'Agriculture).

Sous l'autorité d'un responsable régional coordonnant l'ensemble et, rattaché lui - même à l'autorité centrale du ministère, l'organisation du Service se ferait autour des activités de régulation et du contrôle avec l'information sur la législation et sur les textes réglementaires, et leur application sur le terrain. Les tâches de planification - programmation et de suivi - évaluation avec la collecte des statistiques, le fonctionnement des systèmes de production et l'appui au suivi des réalisations et à leurs effets, seront ainsi traitées au niveau régional. De même que l'encadrement des opérateurs du secteur agricole et le

conseil avec l'information, la communication, la vulgarisation ainsi que la promotion des Organisations Professionnelles Agricoles.

### ***Actualisation de la législation***

Une identification minutieuse des contraintes a été réalisée à travers une étude approfondie de la législation en vigueur. Des actions ciblées pour le montage d'une armature juridique et réglementaire adéquate sont proposées pour intervenir sur les facteurs clés. Des propositions sont formulées pour permettre la mise en place des organisations, structures et institutions, publiques et privées, performantes et aptes à répondre aux besoins du monde rural en matière de soutien et conseil, ainsi que d'en assumer la coordination.

La révision des textes et règlements portera sur la gestion, la préservation et la sauvegarde des ressources naturelles, du milieu et de la biodiversité. Une actualisation des lois foncières et l'adoption d'un statut légal de l'exploitant et de l'exploitation agricole permettront de libérer les énergies et d'accompagner le développement durable.

Un cadre juridique et organisationnel encadrera les Organisations Economiques Agricoles, et garantira la sécurité sanitaire des aliments, pour l'application d'une réglementation à travers les activités de régulation et de contrôle.

La mise en place d'un processus dynamique facilitera l'application des conventions et accords internationaux au regard de la législation nationale et des comportements.

### **C. Ajustement des instruments de financement**

Une des missions confiées aux structures d'encadrement et d'organisation des compétences est d'intercéder en faveur d'un accès généralisé au Crédit agricole. Des prêts à long et moyen terme permettront le financement des infrastructures, aménagements, équipements, pour la durabilité des exploitations agricoles et la sauvegarde des ressources naturelles.

Les crédits de court terme ou de campagne, devraient faciliter la stabilité des approvisionnements et des prix. La facilitation de l'action du secteur assurances permettra de sécuriser l'exploitant et son outil de travail.

### **D. Services d'appui à la profession**

Sous ces termes s'inscrivent des lignes d'action à mettre en œuvre par le secteur public, dans une phase transitoire. Il s'agit de la réforme du système d'enseignement pour une meilleure adéquation enseignement/formation et emploi, avec une répartition rationnelle des infrastructures d'enseignement par zones géographique et agro-climatique. Une harmonisation du système national d'enseignement agricole sera réalisée pour une unification des programmes et méthodes pédagogiques.

Le développement de la formation permanente en alternance, dans les lycées et les structures autonomes de formation, et la formation professionnelle délivrée, en fonction de la demande des exploitants, participent de cette réforme.

De plus, un rapprochement entre recherche, structures d'enseignement, formation vulgarisation pour un partenariat dynamique mettra la recherche appliquée à l'écoute et au service des producteurs Enfin, l'instauration du Conseil agricole comme moteur principal d'intégration des petites exploitations familiales pourra relever leur niveau de technicité et les conduire vers la gestion rationnelle, rentable, compétitive et durable de leur exploitation.

Cette activité sera menée à travers des méthodes modernes de vulgarisation et de conseil agricole qui intègrent les notions de compétitivité et développent des thèmes portant sur son amélioration. Cette approche s'appuiera sur les conseils pratiques de vulgarisation au moyen de visites d'échanges organisées en milieu paysan.

Au fur et à mesure de l'installation des Organisations Economiques Agricoles dans leur mission d'encadrement, elles participeront à ces initiatives en fonction de leurs compétences. A terme, elles devront assumer cette activité qui rentre dans le cadre de la mission qui leur est conférée.

### **E. Organisations économiques du secteur agricole**

L'exploitant agricole participe à la gestion, préservation et sauvegarde des ressources naturelles, du milieu et de la biodiversité.

Pour consolider le rôle majeur de l'exploitant agricole et de l'initiative privée de la production jusqu'à la commercialisation, le schéma directeur de politique agricole propose l'actualisation des lois foncières et l'adoption d'un statut légal de l'exploitant et de l'exploitation agricole. Ainsi des structures spécifiques propriétaires de la terre pourraient louer le foncier aux exploitants locataires, sur des contrats de location de longue durée et favoriser ainsi le maintien des aménagements et de la fertilité des sols.

Ces unités d'exploitation viables et rationnelles pourront se grouper pour bénéficier de facilités pour l'achat, de l'utilisation des moyens de production en commun (approvisionnement, équipements, aménagements, ressources naturelles), de la normalisation des produits et le contrôle de qualité ainsi que de la valorisation des productions (négociation, collecte, commerce, transformation, logistique).

Des associations d'intérêts et de métiers complémentaires (regroupements de commerçants ou d'industriels et de producteurs) sont aussi des moyens pour aboutir à la maîtrise des filières (Interprofessions, marchés de gros) et constituer un pôle de développement économique.

Un cadre juridique et organisationnel pour l'encadrement des Organisations Economiques Agricoles appuiera ces initiatives. Ces Organisations Economiques Agricoles adhèrent au principe de précaution pour produire dans un environnement sain des aliments et les commercialiser en respectant les procédures de gestion et les normes de sécurité sanitaire. Pour appuyer cette garantie de transparence et le respect des procédures et des normes (tenue et certification des comptes, normalisation des productions et de la transformation, observatoire des cours et des flux de produits, mercuriales), des appuis en formation pour la gestion, la tenue des comptes et leur certification, le suivi et l'autocontrôle de qualité seront assurés.

L'émergence de structures d'encadrement et d'organisation de compétences conduirait à l'amélioration générale de la compétitivité à travers le monitoring, le suivi et contrôle des circuits de production et la commercialisation et particulièrement par la maîtrise du montage des dossiers pour un accès généralisé aux différents produits financiers du Crédit agricole.

## **3. Politiques de développement rural**

Au Liban, la question de développement rural est très ambiguë. En effet, le Ministère des Affaires Sociales, le Ministère de l'Agriculture, le Ministère de l'Economie, Le Conseil de développement et de reconstruction (qui planifie, coordonne, et gère tous les projets de développement rural), et les organisations internationales comme la FAO, le PNUD, etc., sont impliquées dans les activités de développement rural. En 2002, le CDR a préparé une « politique et stratégie de développement rural » qui a pour objectifs :

- d'augmenter l'efficacité des dépenses publiques,
- d'améliorer l'accès aux infrastructures socio-économiques,
- d'augmenter la contribution de la femme en milieu rural,
- d'adopter l'approche participative pour le développement rural,
- de développer la gestion des ressources naturelles,
- d'assurer la compétitivité du secteur agricole,
- de mettre en place les politiques, les lois et les réglementations.

Cette stratégie va permettre le développement des régions rurales, qui à son tour permettra le développement régional équilibré. Cette stratégie va être renforcée par des projets avec les municipalités où ces dernières vont déterminer leurs besoins et leurs priorités, chacun selon sa région. Durant les années 2005 et 2005, plusieurs projets ont continué leurs activités dans les régions rurales.

## 4. Politiques de prix et de subventions

### A. Programme Export plus

Malgré sa faible SAU, ses importations agricoles élevées, le Liban reste autosuffisant pour les poulets de chair, les œufs, certains fruits. Les principales exportations agricoles sont les pommes de terre, les raisins, les fruits, les cultures maraîchères, les agrumes, les bananes et beaucoup de produits agroalimentaires. Afin d'améliorer la qualité des exportations, le gouvernement libanais a mis en place en 2001, un programme de subvention Export Plus, qui vise à aider les agriculteurs à exporter leurs produits (légumes, fruits, fleurs et œufs), l'ouverture de nouveaux marchés à travers l'amélioration de la qualité des produits et l'utilisation des nouvelles techniques de packaging et ceci en subventionnant les frais d'exportations des produits agricoles. Le gouvernement a mis 50 milliards de livres libanaises à la disposition de ce programme.

Les exportations des fruits et légumes ont atteint 1 723 233 tonnes entre le 14 Août 2001, date de démarrage du programme, jusqu'au 31 Décembre 2005, avril et mai 2005 non inclus à cause de l'arrêt du programme pendant ces deux mois ; ainsi que 665 185 caisses d'œufs (chaque caisse contient 12 cartons d'œufs, chacune contient 30 œufs) et enfin 85 tonnes de fleurs.

Le programme a établi une classification des pays importateurs selon la proximité avec le pays. Ainsi trois zones ont été identifiées :

| Type de production | Zone A                               | Zone B                               | Zone C                               |
|--------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
|                    | Valeur de la subvention<br>par tonne | Valeur de la subvention<br>par tonne | Valeur de la subvention<br>par tonne |
|                    | (en livre libanaise)                 | (en livre libanaise)                 | (en livre libanaise)                 |
| Fruits             | 75 000                               | 120 000                              | 200 000                              |
| Maraîchages        | 50 000                               | 75 000                               | 150 000                              |

Zone A : Syrie, Jordanie, Iraq.

Zone B : Egypte, Turquie, Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Yémen, Emirats arabes, Oman, Bahreïn, Iran.

Zone C : le reste du monde.

Le programme paye 400 000 L.L. sur chaque tonne exportée par avion quelque soit le produit. Il paye aussi 7 000 L.L. par caisse d'œufs et 400 000 L.L. par tonne de fleurs quelque soit la destination et le moyen de transport.

Concernant la destination des exportations agricoles subventionnées par le programme Export, on remarque que les pays du Golfe tiennent la première place avec 71% du total des exportations agricoles ayant à la tête l'Arabie Saoudite (28%) suivie par le Koweït (18%) puis la Syrie (16%).

La pomme de terre vient à la tête des exportations agricoles (33%) suivie par les agrumes (28%) et ensuite les fruits à pépins (12%).

## B. Le blé

Le blé est une culture subventionnée par l'Etat. C'est la direction générale des céréales et de la betterave sucrière qui s'assure des surfaces cultivées chaque année en blé et détermine le montant ou le prix à payer aux agriculteurs en fonction des prix internationaux du blé.

Le tableau ci-dessous montre les quantités de blé produites au cours des années 2003, 2004 et 2005, ainsi que le montant de subventions.

**Tableau 12. Subventions du blé**

| Année | Prix subventionné<br>(\$) | Prix international<br>(\$) | Quantités subventionnées<br>(tonnes) |
|-------|---------------------------|----------------------------|--------------------------------------|
| 2003  | 250                       | 150                        | 53 669                               |
| 2004  | 250                       | 150                        | 60 728                               |
| 2005  | 250                       | 150                        | 73 000                               |

Source : Ministère de l'Economie, 2006.

## C. Le sucre

La betterave sucrière est une culture pratiquée au Liban depuis de longues années. Pendant la guerre, cette culture a été arrêtée et a repris en 1995. Suite à la demande du FMI et de la Banque Mondiale, le Liban a décidé d'annuler les subventions de la betterave sucrière en 2004. Mais suite à la pression des agriculteurs, une stratégie a été mise en place consistant à réduire les quantités produites et le montant de la subvention par tonne pour une durée de deux ans. Le tableau ci-dessous montre la production de la betterave sucrière et le montant de la subvention par tonne au cours des années 2004, 2005 et 2006.

**Tableau 13. Subventions des betteraves sucrières**

| Année | Production nette des<br>betteraves sucrières (tonnes) | Production nette<br>en sucre (tonnes) | Prix subventionné aux betteraves<br>sucrières (Livres Libanaises/tonne) |
|-------|-------------------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| 2004  | 52 619                                                | 6 225                                 | 102,000                                                                 |
| 2005  | 30 000                                                | -                                     | 93,000                                                                  |
| 2006  | 24 700                                                | 2 700                                 | -                                                                       |

Source : Ministère de l'Economie, 2006.

## Conclusion

Le secteur agricole, malgré la passivité de son environnement, reste un secteur dynamique, c'est-à-dire que l'on rencontre des initiatives individuelles montrant une « agriculture de précision », de très haute technologie, prétendant non à la production de masse mais plutôt à des « productions de niche », à forte typicité, de qualité reconnue et dégageant une valeur ajoutée capable de rémunérer correctement l'exploitation. Mais une telle évolution positive est gênée par le comportement opportuniste de court terme de la majorité des opérateurs (agriculteurs, services à l'agriculture, associations, coopératives) qui correspond bien à l'absence de vision stratégique et d'un rôle clair de l'Etat. On constate que les interventions de l'Etat et des donateurs sont multiples et coûteuses, mais inefficaces car peu ciblées, non coordonnées, peu suivies et non évaluées. Beaucoup d'entre elles s'apparentent à de la distribution sans contrepartie (« logique de guichet »).

Sans une politique adéquate menée dans une perspective de long terme, le rôle économique et social de l'agriculture diminuerait fortement, gaspillant des ressources devenues précieuses, comme l'eau, et laissant s'alourdir la facture alimentaire du pays et se dégrader l'environnement. Les économies que l'Etat croit faire avec une politique agricole au rabais risquent en définitive de se révéler très coûteuses. En effet, si les conditions actuelles prévalent, sans possibilités réelles de pilotage avec une modernisation lente et la pérennisation de structures obsolètes dans l'agriculture, son amont, son aval et ses services d'appui, le profil résultant ressemblera beaucoup à la situation présente, avec plus d'abandon de terres, plus d'agriculteurs à temps partiel et âgés et un accroissement des performances diminué environ de moitié par rapport aux augmentations estimées dans les prévisions. Le Liban sera devenu importateur net en tous produits.

Une politique agricole floue, sans moyens significatifs et sans vision de long terme, cherchant plus le statu quo que le consensus politique, permettrait certes une croissance modeste de la production agricole mais celle-ci aurait peu de chance de répondre à la simple demande interne, même dans les productions aujourd'hui exportées. Le rôle économique du secteur deviendrait négligeable, la dépendance des importations alimentaires quasi totale, le tout se soldant par un exode rural renforcé et une dégradation accélérée des ressources naturelles liée au délaissement du tissu productif (érosion, désertification, gaspillage de l'eau, etc.).

## Références bibliographiques

- Agence pour le Développement des Investissements au Liban, 2006. *Plan d'action pour le programme national des subventions des exportations libanaises «export plus » 2007-2011* (en arabe).
- Banque du Liban, 2006. *Rapport annuel de la banque du Liban*. (en arabe).
- Banque du Liban, 2005. *Rapport annuel de la banque du Liban*. (en arabe).
- Banque du Liban, 2004. *Rapport annuel de la banque du Liban*. (en arabe).
- Conseil des Douanes libanaises, accessible sur [www.customs.gov.lb](http://www.customs.gov.lb), internet, consulté en novembre, décembre 2007.
- ELCIM (Euro-Lebanese Center for industrial Modernisation) 2007. Accessible sur [www.elcim-lb.org](http://www.elcim-lb.org), internet, consulté en décembre 2007.
- Ministère de l'Agriculture libanaise, 2007, FAO. *Les statistiques agricoles au Liban en 2005* (en anglais).
- Ministère de l'Agriculture libanaise, 2006, FAO. *Les statistiques agricoles au Liban en 2004* (en anglais).
- Ministère de l'Agriculture libanaise, 2005, FAO. *Les statistiques agricoles au Liban en 2003* (en anglais).
- Ministère de l'Agriculture libanaise, 2004. *La stratégie de développement agricole* (rapport résumé), plan d'action du Ministère de l'Agriculture pour les cinq années 2005-2009 (en arabe).
- Ministère de l'Agriculture libanaise, FAO, 2004. *La stratégie eu développement agricole du Liban*. (en français).
- Ministère de l'Economie libanaise, 2006. *Les comptes économiques du Liban*. (en arabe).
- Ministère des Finances libanaises, 2007. *Les comptes fiscaux de la République Libanaise entre 1993 et 2006*.
- Ministère des Finances libanaises, 2006. *Les perspectives des finances publiques en 2006, rapport annuel du Ministère des Finances*.
- Ministère des Finances libanaises, 2005. *Les perspectives des finances publiques en 2005, rapport annuel du Ministère des Finances*.
- Ministère de l'Industrie libanaise, 2000. *Rapport sur l'industrie libanaise entre 1998 et 1999* (en anglais).
- République Libanaise, Présidence du Conseil des Ministres, Mission des comptes économiques 2007. *Les comptes économiques au Liban 2004*.

## Annexes

**Tableau 1. Comptes économiques de l'agriculture, des forêts et de la pêche. Résultats globaux (Milliards de Livres Libanaises)**

| I - Agriculture, élevage et pêche       | 2003              | Indices<br>2003 = 100 |      | 2004              |
|-----------------------------------------|-------------------|-----------------------|------|-------------------|
|                                         | aux prix courants | volume                | prix | aux prix courants |
| <b>A. Production agricole finale</b>    | 2050              | 5,7                   | 0,1  | 2170              |
| productions végétales                   | 1513              | 7,3                   | -0,7 | 1612              |
| productions animales (élevage et pêche) | 538               | 1,2                   | 2,4  | 558               |
| <b>B. Consommations intermédiaires</b>  | 411               | 6,3                   | 8,2  | 473               |
| <b>C = A-B. Valeur ajoutée brute</b>    | 1639              | 5,6                   | -1,9 | 1697              |

Source : Présidence du Conseil des Ministres - Mission des comptes économiques.

**Tableau 2. Comptes économiques de l'agriculture. Résultats par cultures, activité d'élevage et de forêt (Milliards de Livres libanaises)**

| I - Agriculture et élevage              | 2003          | 2004          | 2005          |
|-----------------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Production agricole finale</b>       |               |               |               |
| <b>productions végétales</b>            | <b>1366,2</b> | <b>1544,1</b> | <b>1441,1</b> |
| céréales                                | 65,1          | 89,9          | 93            |
| riz                                     |               |               |               |
| légumineuses                            | 28,9          | 26,9          | 22,4          |
| racines et tubercules                   |               |               |               |
| cultures industrielles                  | 100,8         | 116,9         | 103,3         |
| légumes                                 | 372,7         | 402,5         | 422           |
| fruits                                  | 646,5         | 644,1         | 630,7         |
| agrumes                                 |               |               |               |
| raisins                                 |               |               |               |
| vins et jus de raisins                  |               |               |               |
| olives de table                         | 110,3         | 212,3         | 113,2         |
| huile d'olives                          |               |               |               |
| autres                                  | 41,9          | 51,5          | 56,5          |
| <b>viandes et produits de l'élevage</b> | <b>479,4</b>  | <b>504</b>    |               |
| viande bovine                           | 41,7          | 44,3          |               |
| viande ovine                            | 18,2          | 20,7          |               |
| viande porcine                          | 2,7           | 2,6           |               |
| volaille                                | 188,5         | 204,9         |               |
| autres viandes (chèvres)                | 14,8          | 17,4          |               |
| lait                                    | 137,7         | 130,3         |               |
| oeufs                                   | 55,8          | 61,9          |               |
| autres produits d'élevage (miel)        | 20            | 21,9          |               |

Source : Présidence du Conseil des Ministres- Mission des comptes économiques.

**Tableau 3. Nombre d'exploitations par taille et superficie en 1997**

| taille       | nombre<br>en milliers | % du total | % cumulé | surface<br>en 1000 ha | % du total | % cumulé |
|--------------|-----------------------|------------|----------|-----------------------|------------|----------|
| 0 - 1 ha     | 141,6                 | 72,7       | 73       | 48,6                  | 19,6       | 20       |
| 1 - 6 ha     | 46,97                 | 24,1       | 97       | 100,4                 | 40,5       | 60       |
| 6 - 20 ha    | 5,11                  | 2,6        | 99       | 49,8                  | 19,9       | 80       |
| 20 - 50 ha   | 0,9                   | 0,5        | 100      | 26,5                  | 10,7       | 91       |
| >50 ha       | 0,2                   | 0,1        | 100      | 22,6                  | 9,1        | 100      |
| <b>Total</b> | <b>194,8</b>          | <b>100</b> |          | <b>247,9</b>          | <b>100</b> |          |

Source : Recensement agricole Ministère de l'agriculture et FAO de 1997.

**Tableau 4. Evolution des principales productions végétales**

|                         | Surface<br>(hectares) |               |               | Production<br>(1000 T) |              |              |
|-------------------------|-----------------------|---------------|---------------|------------------------|--------------|--------------|
|                         | 2003                  | 2004          | 2005          | 2003                   | 2004         | 2005         |
| blé dur                 | 45 810                | 46 615        | 49 543        | 116,3                  | 136,8        | 143,7        |
| blé tendre              | 0                     | 0             | 0             | 0                      | 0            | 0            |
| orge                    | 13 900                | 12 586        | 14 524        | 25                     | 23,8         | 29           |
| maïs                    | 900                   | 551           | 950           | 3,3                    | 3,3          | 0,9          |
| riz                     | 0                     | 0             | 0             | 0                      | 0            | 0            |
| autres céréales         | 142                   | 208           | 152           | 182,2                  | 232,4        | 220,7        |
| <b>total céréales</b>   | <b>60 752</b>         | <b>59 960</b> | <b>65 169</b> | <b>326,8</b>           | <b>396,3</b> | <b>394,3</b> |
| pommes de terre         | 19 157                | 19 532        | 19 671        | 416,4                  | 499          | 511,4        |
| betteraves à sucre      |                       | 1 156         | 1 100         |                        | 84,8         | 79,2         |
| tournesol               |                       |               |               |                        |              |              |
| cultures fourragères    |                       |               |               |                        |              |              |
| laitue                  | 1 100                 | 1 281         | 1 156         | 22,1                   | 32,1         | 28,9         |
| pastèques               | 2 410                 | 2 384         | 2 100         | 86,7                   | 85,6         | 73,5         |
| melons                  | 401                   | 410           | 274           | 8,3                    | 9,2          | 6            |
| tomates                 | 3 820                 | 3 104         | 3 696         | 217,1                  | 225,3        | 277          |
| piments                 | 200                   | 249           | 165           | 3,6                    | 7            | 4,3          |
| oignons                 | 1 906                 | 2 005         | 1 961         | 62,5                   | 52           | 50,9         |
| oranges                 | 10 200                | 10 572        | 10 244        | 222                    | 234          | 235,6        |
| mandarines, clémentines | 2 200                 | 1 943         | 1 750         | 44,1                   | 39,5         | 31,5         |
| citrons                 | 3 516                 | 3 844         | 4 042         | 83,2                   | 106,5        | 113,2        |
| pommes                  | 9 487                 | 9 390         | 9 411         | 152                    | 113,3        | 114,8        |
| poires                  | 3 423                 | 3 240         | 3 350         | 38,7                   | 36,7         | 36,8         |
| pêches                  | 2 874                 | 2 952         | 3 100         | 26,7                   | 34,5         | 34,1         |
| amandes                 | 6 489                 | 6 217         | 6 280         | 27,4                   | 27,5         | 28,3         |
| bananes                 | 2 806                 | 2 791         | 2 800         | 71,8                   | 85,6         | 81,2         |
| raisins de table        | 11 302                | 10 950        | 9 915         | 104,9                  | 109,7        | 99,1         |
| vin                     |                       |               |               |                        |              |              |
| olives de table         |                       | 58 531        | 58 824        | 83,2                   | 167,3        | 76,5         |
| huile d'olive           |                       |               |               |                        |              |              |
| abricot                 | 6 134                 | 6 251         | 6 353         | 30,8                   | 28,6         | 31,8         |
| cerise                  | 7 554                 | 7 733         | 7 780         | 36,9                   | 30,7         | 29,5         |
| prunes et pruneaux      | 2 208                 | 2 197         | 2 130         | 20,1                   | 26,3         | 25,5         |
| fraise                  | 250                   | 290           | 300           | 3,1                    | 3            | 3,3          |
| autres                  |                       |               |               |                        |              |              |
| tabac                   | 9 000                 | 9 387         | 9 000         | 9,9                    | 11           | 9            |

Source : Ministère de l'Agriculture Libanaise, statistiques agricoles pour le Liban 2005.

**Tableau 6. Prix à la production (LL/Kg)**

|                         | Prix<br>(livres libanaises /kilogramme) |       |       |
|-------------------------|-----------------------------------------|-------|-------|
|                         | 2003                                    | 2004  | 2005  |
| blé dur                 | 325                                     | 365   | 390   |
| blé tendre              |                                         |       |       |
| maïs                    | 256                                     | 300   | 450   |
| riz                     |                                         |       |       |
| autres céréales         | 216                                     | 241   | 260   |
| total céréales          |                                         |       |       |
| pommes de terre         | 266                                     | 238   | 225   |
| betteraves à sucre      |                                         | 100   | 126   |
| tournesol               |                                         |       |       |
| cultures fourragères    |                                         |       |       |
| laitue                  | 252                                     | 260   | 275   |
| pastèques               | 248                                     | 129   | 110   |
| melons                  | 278                                     | 380   | 350   |
| tomates                 | 392                                     | 550   | 565   |
| piments                 | 319                                     | 423   | 450   |
| oignons                 | 433                                     | 253   | 248   |
| oranges                 | 465                                     | 427   | 419   |
| mandarines, clémentines | 504                                     | 517   | 512   |
| citrons                 | 461                                     | 430   | 398   |
| pommes                  | 691                                     | 669   | 700   |
| poires                  | 804                                     | 736   | 725   |
| pêches                  | 874                                     | 879   | 865   |
| abricots                | 628                                     | 688   | 678   |
| amandes                 | 937                                     | 700   | 750   |
| bananes                 | 658                                     | 748   | 740   |
| raisins de table        | 521                                     | 460   | 443   |
| vin                     |                                         |       |       |
| olives de table         | 1325                                    | 1269  | 1480  |
| huile d'olive           |                                         |       |       |
| autres                  |                                         |       |       |
| <b>viande</b>           |                                         |       |       |
| bovins                  | 3 447                                   | 3 760 | 4 484 |
| moutons                 | 3 243                                   | 3 009 | 4 097 |
| chèvres                 | 1 944                                   | 2 335 | 2 485 |
| porcs                   |                                         |       |       |
| chevaux                 |                                         |       |       |
| poulets                 | 2 414                                   | 2 524 | 2 963 |
| lapins                  |                                         |       |       |
| autres                  |                                         |       |       |
| autres                  |                                         |       |       |
| lait                    | 768                                     | 681   | 713   |
| lait de vache           |                                         |       |       |
| lait de brebis          |                                         |       |       |
| lait de chèvre          |                                         |       |       |
| autres                  |                                         |       |       |
| oeufs rouges            | 2 593                                   | 2 408 | 3 528 |
| œufs blancs             | 2 519                                   | 2 345 | 3 425 |
| autres                  |                                         |       |       |

Source : Ministère de l'Agriculture 2005.

**Tableau 7 - Indicateurs des sous-secteurs des IAA (Millions Livres Libanaises)**

|                                 | 2005                    |                     |                  |                   |
|---------------------------------|-------------------------|---------------------|------------------|-------------------|
|                                 | nombre<br>d'entreprises | nombre<br>d'emplois | ventes           | valeur<br>ajoutée |
|                                 | unité                   | 1000 emplois        | millions LL      | millions LL       |
| industries de la viande         | 38                      | 1118                | 80 711           | 55 235            |
| industries des pêches           | 33                      | 171                 | 10 299           | 5 754             |
| conserves végétales             | 160                     | 1226                | 110 913          | 29 894            |
| huiles et graisses              | 307                     | 1044                | 30 740           | 17 618            |
| industries laitières            | 117                     | 679                 | 15 581           | 4 007             |
| meunerie                        | 182                     | 1329                | 276 474          | 130 710           |
| alimentation animale            | 3                       | 104                 | 28 220           | 15 194            |
| pain, pâtes, biscuits           | 2163                    | 9154                | 258 657          | 97 116            |
| sucres                          | 34                      | 149                 | 914              | 221               |
| cacao, chocolat                 | 1007                    | 5581                | 231 789          | 86 124            |
| vin                             | 2                       | 88                  | 8 058            | 4 608             |
| bières                          | 3                       | 251                 | 32 621           | 17 993            |
| boissons non alcoolisées et eau | 115                     | 2677                | 238 154          | 101 951           |
| autres                          | 318                     | 2818                | 193 842          | 82 769            |
| <b>total IAA</b>                | <b>4482</b>             | <b>26389</b>        | <b>1 516 970</b> | <b>649 190</b>    |

Source : Recensement industriel 1997.

**Tableau 8. Commerce extérieur agricole par produits (millions de L.L.)**

|                         | 2004           |                |              |              | 2005           |                |              |              |
|-------------------------|----------------|----------------|--------------|--------------|----------------|----------------|--------------|--------------|
|                         | importations   |                | exportations |              | importations   |                | exportations |              |
|                         | quantité       | valeur         | quantité     | valeur       | quantité       | valeur         | quantité     | valeur       |
|                         | Tonnes         | Million L.L.   | Tonnes       | Million L.L. | Tonnes         | Million L.L.   | Tonnes       | Million L.L. |
| blé dur                 | 485 141        | 131499         | 5 240        | 1856,000     | 402 575        | 95 069         | 83           | 96           |
| blé tendre              |                |                |              |              |                |                |              |              |
| orge                    | 62 890         | 10 257         | 0            | 0            | 65 584         | 13 259         | 2            | 1            |
| maïs                    | 318 760        | 74 600         | 399          | 98           | 293 584        | 57 776         | 649          | 124          |
| riz                     | 50 936         | 32 253         | 3 096        | 3 336        | 49 675         | 33 753         | 2 197        | 1 396        |
| autres céréales         | 4 224          | 1 093          | 29           | 155          | 5 727          | 1 210          | 59           | 320          |
| <b>total céréales</b>   | <b>921 951</b> | <b>249 702</b> | <b>8 764</b> | <b>5 445</b> | <b>817 145</b> | <b>201 067</b> | <b>2 990</b> | <b>1 937</b> |
| pommes de terre         | 78 710         | 35 248         | 144 885      | 20 667       | 89 693         | 34 536         | 141 187      | 19 587       |
| tournesol               | 167            | 11 077         | 3 183        | 965          | 7 458          | 75             | 250          | 9            |
| fourrages               |                |                |              |              |                |                |              |              |
| laitue                  | 885            | 354            | 14 157       | 4 069        | 1 212          | 630            | 12 614       | 4 488        |
| pastèques et melons     | 8 921          | 4 084          | 7 121        | 1 166        | 14 689         | 5 098          | 987          | 197          |
| tomates                 | 17 472         | 7 344          | 7 706        | 1 418        | 26 366         | 12 543         | 3 552        | 860          |
| piments                 | 5 751          | 2 389          | 1 982        | 462          | 3 824          | 1 776          | 992          | 294          |
| oignons                 | 20 642         | 4 897          | 13 124       | 1 760        | 17 896         | 4 470          | 11 285       | 1 498        |
| oranges                 | 1 811          | 952            | 71 636       | 12 155       | 528            | 244            | 93 508       | 14 251       |
| mandarines, clémentines |                |                |              |              |                |                |              |              |
| citrons                 | 403            | 318            | 19 754       | 3 343        | 391            | 216            | 20 615       | 3 250        |
| pommes                  | 1 338          | 1 016          | 55 343       | 16 015       | 1 660          | 1 191          | 50 368       | 14 613       |
| poires et coings        | 368            | 231            | 11 560       | 2 573        | 247            | 142            | 10 848       | 2 593        |
| pêches                  | 23             | 32             | 5 052        | 2 754        | 49             | 47             | 4 004        | 1 080        |
| amandes                 | 3 002          | 17 334         | 144          | 189          | 2 801          | 14 980         | 88           | 229          |
| bananes                 | 1 077          | 876            | 30 904       | 3 966        | 760            | 505            | 29 786       | 3 984        |
| raisins de table        | 92             | 75             | 28 904       | 7 609        | 537            | 317            | 27 332       | 7 180        |
| vin                     | 1              | 7 615          | 2            | 13 559       | 1              | 6 818          | 3            | 15 636       |
| olives de table         | 2 321          | 1 784          | 55           | 167          | 3 586          | 2 871          | 15           | 39           |
| huile d'olive           | 0              | 2 438          | 2            | 6 620        | 2              | 5 581          | 3            | 9 345        |
| abricot                 | 418            | 776            | 1 737        | 559          | 356            | 662            | 1 391        | 545          |
| cerise                  | 39             | 61             | 2 388        | 3 414        | 30             | 37             | 4 264        | 3 001        |
| prunes et pruneaux      | 1 267          | 1 643          | 4 446        | 1 107        | 974            | 990            | 4 981        | 1 274        |
| fraise                  | 651            | 968            | 140          | 150          | 635            | 875            | 136          | 130          |
| autres                  |                |                |              |              |                |                |              |              |

Source : Douanes Libanaises.

**Tableau 9. Le budget du ministère de l'agriculture (Direction Générale de l'Agriculture et la Direction Générale des Coopératives) pour les années 2001-2002-2003**

| Rubrique                                                                                                                                                                                   | 2001          |               | 2002          |               | 2003          |               |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
|                                                                                                                                                                                            | Millions      | L.L. %        | Millions      | L.L. %        | Millions      | L.L. %        |
| <b>1-Budget de fonctionnement</b>                                                                                                                                                          |               |               |               |               |               |               |
| - Services et produits consommables (location, maintenance, équipement, fournitures de bureaux, carburant, transport et déplacement, publicité, assurances, nettoyage, dépenses diverses). | 10 294        | 17.12         | 7 175         | 20.59         | 5 471         | 15.96         |
| - Salaires et rémunérations                                                                                                                                                                | 12 369        | 20.57         | 11 778        | 33.80         | 11 448        | 33.40         |
| <b>2- Services et aides</b>                                                                                                                                                                |               |               |               |               |               |               |
| - Aides pour les coopératives (association générale des coopératives, caisses mutuelles, coopératives et syndicats)                                                                        | 932           | 1.55          | 500           | 1.43          | 450           | 1.31          |
| - Contribution aux projets (Projets du développement du secteur d'élevage, Projet de renouvellement et réhabilitation du secteur de l'irrigation)                                          | 3 100         | 71.68         | 2 497         | 72.72         | 0             | 0             |
| - Etudes                                                                                                                                                                                   | 450           | 0.75          | 157           | 0.45          | 70            | 0.20          |
| - produits phytosanitaires                                                                                                                                                                 | 3 000         | 4.99          | 2 040         | 5.85          | 1 800         | 5.25          |
| - Engrais                                                                                                                                                                                  | 15            | 0.02          | 7             | 0.02          | 5             | 0.01          |
| - Semences et plants (oliviers et reines des abeilles)                                                                                                                                     | 4 002         | 6.65          | 3 138         | 9.00          | 2 001         | 5.84          |
| - Aliments pour poissons                                                                                                                                                                   | 100           | 0.17          | 67            | 0.19          | 60            | 0.18          |
| - Produits vétérinaires et vaccins (tests pour les bovins et organisation de la carte de santé)                                                                                            | 5 430         | 9.03          | 1 100         | 3.16          | 970           | 2.83          |
| <b>3- Autres</b>                                                                                                                                                                           |               |               |               |               |               |               |
| - Plan vert                                                                                                                                                                                | 14 441        | 24.01         | 4 390         | 12.60         | 7 000         | 20.42         |
| - Recherches                                                                                                                                                                               | 6 000         | 9.98          | 2 000         | 5.74          | 5 000         | 14.59         |
| <b>Total général (1+2+3)</b>                                                                                                                                                               | <b>60 132</b> | <b>100.00</b> | <b>34 849</b> | <b>100.00</b> | <b>34 275</b> | <b>100.00</b> |
| <b>Total du budget du ministère (1+2)</b>                                                                                                                                                  | <b>43 104</b> | <b>72</b>     | <b>25 343</b> | <b>73</b>     | <b>28 919</b> | <b>84</b>     |
| <b>Dont services et aides (2)</b>                                                                                                                                                          | <b>17 028</b> | <b>28</b>     | <b>9 505</b>  | <b>27</b>     | <b>5 356</b>  | <b>16</b>     |
|                                                                                                                                                                                            |               | 100.00        |               | 100.00        |               | 100.00        |
| Part du budget du ministère de l'agriculture par rapport au budget total de l'état                                                                                                         | 0.6 %         |               | 0.37 %        |               | 0.4 %         |               |